

## Le 6 mars à Amiens, On est là, Tous Ensemble !

**La majorité c'est nous, les casseurs c'est eux !**

Des sanctions arbitraires, une justice expéditive, pour ceux qui s'opposent aux lois antisociales pour ceux qui condamnent toutes les formes d'exclusions qu'elles soient de race, de religion, de sexe. A l'inverse pour tous ceux qui nous volent, dérobent l'argent public, prônent des idées fascistes, opposent les générations, les salariés, les chômeurs, les précaires... la justice ne fait rien !

L'extrême droitisation que portent les partis de droite et le gouvernement en place n'a fait que renforcer les inégalités et démontrer que la loi n'est pas la même pour tous et toutes. L'état d'urgence n'a fait qu'aggraver les rapports entre la police et ceux soumis quotidiennement et plusieurs fois à des contrôles d'identité, et est utilisé par l'état pour stigmatiser ceux qui s'opposent en les traitant de criminels, de terroristes, pour en faire des menaces et les opposer les uns aux autres.

**C'est dans ce contexte sécuritaire que nous serons « tous ensemble », rassemblés le 6 mars à Amiens pour dénoncer la stigmatisation de tous ceux qui pensent autrement.**

**Nous nous organisons des manifestations, les violences sont organisées par les gouvernements de droite officielle ou de droite masquée depuis des années.**

Les criminels ne sont pas à chercher parmi les syndicalistes, les manifestants, les jeunes. La mort de Zyed et Bouna en 2005 qui tentait de s'extraire à la chasse organisée par des équipes de police, celle d'Adama Traoré décédé après un placage ventral au sol, les mutilations de manifestants qui s'opposaient à la loi Travail, les violences récentes sur Théo, auraient dû conduire à ce que les coupables et les responsables de ces violences soient renvoyés et jugés.

A lire > ce témoignage d'un policier :  
"Ce qui compte, pour ces politiques, c'est que le soir des manifestations, à la télévision, on ne parle pas des revendications mais des dégâts causés par les casseurs. C'est un calcul cynique, immonde. C'est ce qui fait qu'aujourd'hui, moi, policier, je hais plus le préfet de police que les casseurs. J'ai plus d'animosité envers une hiérarchie qui, malgré un affichage de fermeté, ne nous donne pas les ordres nécessaires pour bien faire notre travail qu'envers le casseur qui, lui, ne ment pas sur ce qu'il est. Les consignes données sur le terrain, ce sont des choix politiques, pas policiers. Elles servent les intérêts des politiques, pas des citoyens."

**Mais non ! Les dominants préfèrent par parquet interposé, criminaliser ceux qui remettent leur pouvoir en cause, ceux qui pensent autrement et se donnent l'immunité entre eux !**

Il y a un an c'est parce qu'ils ont eu peur de la convergence des luttes et d'une généralisation du mouvement contre la loi travail à laquelle appelait SUD-Rail et Solidaires, que ceux qui ont agité, ont été traité de délinquants, de voyous, de terroristes par le MEDEF et le gouvernement, relayés par certains médias, des militants syndicaux de tous bords ont été condamnés à des peines d'un niveau jamais atteint.

Pour intimider les grévistes, les manifestants, tous ceux qui s'opposent, des peines de prison ont été prononcées contre les goodyears qui défendaient leurs emplois, des sanctions lourdes ont été données à des salariés d'air France, de la SNCF, des PTT, des raffineries...

Pour casser le mouvement social qui prenait une ampleur exceptionnelle toutes les violences à l'encontre des manifestants ont été banalisées.

Toutes ces attaques nous renvois aux atteintes croissantes contre les libertés dans le monde et en France aux injustices que vivent de plus en plus de citoyens, citoyennes victimes de discrimination, de sexisme, de racisme de violences des forces de l'ordre au service de ceux qui nous gouvernent,



**Il faudrait accepter que le gouvernement en place les partis de droite, ceux qui prônent la préférence nationale puissent utiliser tous les moyens y compris illégaux pour défendre leurs intérêts financiers, leurs pouvoirs économiques et politiques pour favoriser toujours les plus riches au détriment du plus grand nombre ! ?**

**Il faudrait les laisser colporter des mensonges sur les salarié-es, remettre en cause nos libertés et nos droits les plus fondamentaux ! ?**

**Pour nous tous et toutes, C'EST NON ! Nous ne nous laisserons pas bâillonner !**

Malgré les barrages, les menaces, les sanctions infligées injustement à nos camarades, nous sommes toujours là et de plus en plus nombreux.

### **Le 6 mars à Amiens, tous ensemble :**

- Exigeons le retrait des sanctions et des poursuites judiciaires engagées à l'encontre de tous ceux qui ont organisé la lutte contre la loi travail et à la SNCF contre une convention collective ferroviaire et un accord d'entreprise en retrait avec la réglementation en vigueur !
- Condamnons toutes les violences policières et judiciaires
- Appelons à riposter en organisant la lutte contre toutes les inégalités sociales, identitaires, et sécuritaires.



Ils n'achèteront pas la complicité des syndicalistes SUD-Rail !

Ils doivent entendre les revendications portées majoritairement par les citoyens, citoyennes.

Il faut immédiatement une nouvelle donne pour faire face au chômage, aux dérives fascistes, aux cadeaux fiscaux, aux violences de toute nature, aux humiliations, à la pauvreté... Il faut en finir avec le système de défiance mis en place, maintenir les droits gagnés, fixer un salaire minimum et maximum au travers d'une juste et solidaire répartition des richesses.

**SUD-Rail et l'union Solidaires réclament l'abandon des poursuites, appelle à un changement de politique profond basé sur la création de nouveaux services publics, le renforcement de la protection sociale, de la mixité sociale, plus d'écologie sociale et l'arrêt de la concurrence, de l'élitisme, l'arrêt des violences de toute nature, de tout ce qui a contribué à exacerber les inégalités.**